CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE BELLEVUE

Procès-verbal relatif à la 11^{ème} séance du Conseil municipal (séance ordinaire)
du mardi 9 novembre 2021 à 20h30

Sont présents :	M. TASCHINI	Bernard, Maire
	Mme SCHOPFER SANDOZ	Mylène, CA
	Mme HURNY	Anne-Catherine, CA
Conseil municipal :	M. ANKLIN	Dominique
	M. CARRILLO	Jean-Marc
	M. CARTIER	Jean-Jacques
	Mme CHONG BITZ	Laurence, Présidente
	Mme CLIVAZ BEETSCHEN	Yvette
	Mme CONTI	Virna, membre du bureau
	M. DELALOYE	Grégoire
	M. ESCALERA	Raphael
	Mme FALLET	Léonie
	Mme GAGLIARDI	Caroline
	Mme GATTI	Sonia, Vice-présidente
	M. GUERNE	Pierre André
	M. SCHIAVO	Robert
	Mme THOREL RÜEGSEGGER	Anne, membre du bureau
	Mme TOZAR	Marilyne
	M. VIRET	Jean-Daniel
	Mme ZOLFANELLI	Mariella
Secrétaire du cm :	M. MATTI	Aurélien
Excusés :	M. FABBI	Sébastien
	M. PAIS	Marco

Séance ouverte à : 20h31

Séance levée à : 21h29

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du mardi 12 octobre 2021,
2. Communications du bureau du Conseil municipal,
3. Communications du Conseil administratif,
4. Rapports des commissions,
5. Délibération fixant le montant minimum de la taxe professionnelle communale 2022,
6. Délibération relative à l'approbation du budget de fonctionnement annuel 2022, aux taux des centimes additionnels, ainsi qu'à l'autorisation d'emprunter,
7. Délibération relative à l'ouverture d'une subvention d'investissement d'un montant de F 231'000.- (TTC) destinée au versement de la contribution annuelle 2022 au fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU) pour le versement de subventions d'investissement aux communes genevoises,
8. Délibération relative à l'approbation de crédits budgétaires supplémentaires 2021 pour des amortissements complémentaires,
9. Délibération relative à la vente de 5 m² de la parcelle n°3249, futur DP communal n°4205, par la famille Chincharini au chemin Aux-Folies 14, parcelle n°3475, pour un montant de F 5'000.-,
10. Résolutions, motions, questions, propositions individuelles,
11. Nomination de membres pour la commission ad hoc « ESREC des Chânets » et définition du mandat,
12. Nomination d'un-e membre suppléant-e de la commission consultative du groupement intercommunal de compostage de la rive droite du lac (GICORD),
13. Proposition du Conseil administratif,
14. Divers,
15. Naturalisations ordinaires, huis clos.

Il est 20h31, MME LA PRESIDENTE ouvre cette 11^{ème} séance, ordinaire, du Conseil municipal et salue la présence de M. le Maire, de Mmes les Conseillères administratives, de Mmes et MM. les Conseillères et Conseillers municipaux et de M. le Secrétaire du Conseil municipal.

Elle excuse MM. FABBI et PAIS.

Il est 20h31, Mme HURNY fait son entrée.

Elle ne constate aucun texte déposé à sa place et demande s'il y a des remarques sur l'ordre du jour. Ne constatant aucune contestation ni demande de prise de parole, elle passe au premier point.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du mardi 12 octobre 2021,

MME LA PRESIDENTE parcourt page après page le procès-verbal du mardi 12 octobre 2021 et demande s'il y a des velléités de modification à son sujet. M. ESCALERA précise qu'à la page 205, il est mentionné la « HETS » alors qu'il s'agit de la « HEG ». Ne constatant pas d'autres demandes de prise de parole, MME LA PRESIDENTE procède au vote pour approbation comprenant la modification proposée :

14 oui, 0 non et 2 abstentions

2. Communications du bureau du Conseil municipal,

MME LA PRESIDENTE informe :

- A moins que des modifications soient encore proposées ce soir, le projet de planning du premier semestre 2022 du Conseil municipal et de ses instances est validé. Les séances seront intégrées sur CMNet et envoyées en invitations électroniques d'ici quelques semaines.
- Un rappel est fait à propos du message transmis au sujet des dispositions du plan de protection lors de séances du Conseil municipal en lien avec le COVID.
- La date de la sortie du Conseil municipal 2022 a déjà été déterminée. Merci de réserver les 8 et 9 octobre 2021. Une invitation électronique a été envoyée et l'information se trouve sur CMNet.
- L'association des communes genevoises (ACG) s'est réunie en assemblée générale le 20 octobre et a pris la décision suivante qui a trait au droit de référendum des communes. Toute la procédure et le détail de cette décision sont indiqués sur CMNet et ont été transmis par email lundi 1^{er} crt. Merci de les consulter pour se forger un avis. Le délai d'opposition est fixé au 9 décembre 2021 (document sous onglet ACG > page 20.10.2021) :

Reconduction de l'enveloppe extraordinaire de F 500'000.- du Fonds intercommunal (FI) destinée exclusivement aux indemnisations dans le domaine de la culture suite à la crise sanitaire COVID-19.

- Par suite de l'incendie qui s'est produit le 5 novembre à Versoix, MME LA PRESIDENTE exprime son plein soutien à la famille CARTIER et signale qu'une carte circule à cet effet.
- Divers documents personnels ou individuels sont placés sur les tables.

3. Communications du Conseil administratif,

La parole est transmise à M. LE MAIRE qui la cède à Mme HURNY :

- **Santé :** La commune soutient, par ses vecteurs de communication, la semaine de la vaccination de la Confédération.
- **Ecole et parascolaire :** Il semblerait qu'il y aura suffisamment de salle de classe à la prochaine rentrée ce qui n'empiètera pas sur les salles du parascolaire au sous-sol, de l'école Mollies. Quelques équipements complémentaires parmi lesquels un lave-vaisselle et des armoires seront aménagés.

- **Petite enfance** : Les institutions de la petite enfance des quatre communes, autres que la crèche, sont en cours d'audition individuellement de manière à évaluer ce qui pourrait être amélioré.
- **Aménagement et urbanisme** : Des architectes parcourent la communes ces temps. Il s'agit du recensement architectural cantonal (RAC) qui photographie nombre de maisons qui pourraient être d'intérêt pour le patrimoine. Merci de leur faire bon accueil.
- **Mobilité** : Le projet de la voie verte suit son cours et une séance s'est tenue avec les services de l'Etat compétents en la matière pour le tronçon qui concerne Bellevue. Ce n'est de loin pas la commune où il y a le plus de contraintes.
- **Champ-du-Château** : le bouquet de chantier se déroule en ce moment-même.
- **Fondation** : L'appartement de 5 pièces à la Roselière, mentionné lors de la précédente séance, a été attribué.

Au tour de Mme SCHOPFER SANDOZ de faire état des communications qui la concernent :

- S'agissant de la déchetterie Mollies, le recours au tribunal administratif a été retiré par suite de l'établissement d'une convention et par conséquent l'autorisation de construire est entrée en force. Les travaux seront entrepris à la fin du mois.
- Le plan quinquennal des routes doit être bouclé au 31 août 2021. Ce délai est déjà dépassé. Il reste un peu moins de F 300'000.- qui doivent être dépensés d'ici la fin de l'année. A cet effet, des travaux de réfection de la route de Valavran du carrefour Colovrex-Vireloup-Valavran jusqu'au pont autoroutier seront entrepris et terminés d'ici la fin de l'année. Ils ne devraient pas engendrer de grosses perturbations du trafic.
- Au sujet de la pétition mentionnée à la dernière séance du Conseil municipal relative au trafic et de la levée des déchets aux chemins William-Rappard et Grands-Bonnets, des représentants des signataires ont été reçus. La discussion a été constructive et des propositions ont été faites. Elles seront présentées à la séance de commission conjointe Bâtiments, travaux et sécurité et Aménagement le 16 novembre.
- Des arbres seront plantés aux abords de la route de Valavran, côtés Carte blanche et TPG.
- Un planning intentionnel des travaux sera transmis sur CMNet par suite de plusieurs demandes. Ce document est sujet à évoluer régulièrement. Il sera disponible sous la commission Bâtiments, travaux et sécurité et sera présenté à la commission du 16 novembre.
- La séance « commerçants » pour le réaménagement de la route de Lausanne s'est déroulée, dans un climat serein, le 3 novembre. En présence d'une dizaine de commerçants, soit environ un tiers du total, la présentation des étapes de ces travaux, qui commenceront en janvier, a été faite. La séance publique est prévue le 24 novembre.
- Ayant reçu réponse des TPG concernant la problématique des bus qui stationnent sur l'arrêt de bus Valavran côté Jura mais M. PAIS n'étant pas présent ce soir, elle indique reporter cette communication à la séance de décembre.

La parole est remise à M. LE MAIRE qui fait état de ses communications :

- **Finances** : Les estimations fiscales de l'AFC ont été reçues après la séance des finances. Ce point sera repris plus loin à l'ordre du jour.
- **Culture, manifestations et évènements** : les prochains évènements à ne pas manquer sont le concert Praeclassica vendredi, le marché de Noël les 4 et 5 décembre, la fenêtre de l'Avent de la commune le mardi 14 décembre à 18h30. Quant à la fête de Noël, la commune est en attente des directives du DIP.
- Enfin, il exprime la profonde sympathie de l'Exécutif communal qui s'associe aux mots de MME LA PRESIDENTE au sujet de la situation que vit la famille CARTIER.

Mme HURNY précise encore qu'à l'instar de l'année passée, les espaces extérieurs ont été primés pour l'excellence de leur travail en matière d'embellissement des zones publiques par la Société Romandes des Amis des Roses et de l'Horticulture. Il s'agit du 2^{ème} prix pour les communes de 2'501 à 5'000 habitants. Le diplôme et quelques réalisations sont projetés à l'assistance qui applaudit.

MME LA PRESIDENTE remercie l'Exécutif et poursuit l'ordre du jour.

4. Rapport des commissions,

MME LA PRESIDENTE annonce en bloc les instances communales et intercommunales qui se sont réunies et demande à leurs représentants de rapporter, exception faite des sujets traités au présent ordre du jour, dont il s'agira de faire rapport au point spécifique.

a.	GISMB (stade Marc Burdet) / 13 octobre	(M. CARTIER)
b.	Groupe de travail Aux-Folies / 14 octobre	(M. ANKLIN ou CARRILLO)
c.	Finances et administration / 19 octobre	(M. SCHIAVO)
d.	Aménagement PDCOM / 2 novembre	(M. ANKLIN)
e.	GLRD / 4 novembre	(M. ANKLIN)

M. CARTIER rapporte pour le GISMB et indique que la principale décision intervenue à cette séance a été l'attribution de la gérance du restaurant. Mme SCHOPFER SANDOZ complète en indiquant que c'est Didier ANDREY, ancien footballeur professionnel, et son fils qui ont monté une petite Sàrl familiale dans ce but.

M. ANKLIN rapporte pour le groupe de travail Aux-Folies en indiquant qu'il s'agissait de la deuxième séance et qu'elle a permis d'examiner trois variantes de l'aménagement possible de cette prairie dont l'une a rapidement été écartée. Les deux autres convergent sur de nombreux points. Une séance aura lieu en décembre pour, sur la base des éléments complémentaires de la part du bureau mandaté, aboutir à un projet qui devrait convenir à tous. En effet, tout se déroule harmonieusement avec des opinions convergentes. Mme SCHOPFER SANDOZ se permet d'ajouter que cela devrait être la dernière séance et qu'il s'agira ensuite de passer devant les commissions Aménagements, Bâtiments, travaux et sécurité puis Finances et administration comme c'est le cas pour ce genre d'objet.

M. CARRILLO précise encore que les coûts n'ont jusqu'ici pas été estimés et qu'ils font partie de ces éléments à venir lors de la séance de décembre. Les riverains de ce groupe de travail étant dans la même ligne que les représentants de la commune, tous les feux lui semblent être au vert.

M. SCHIAVO, pour la commission Finances et administration, indique que les points 5 à 8 du présent ordre du jour ont fait l'objet de préavis favorables, et ce, même si le budget présenté est déficitaire à hauteur de F 1'430'000.-. M. LE MAIRE donnera de plus amples informations ultérieurement dans cette séance. S'agissant du FIDU, il n'y a pas vraiment de choix possible.

M. ANKLIN rapporte au sujet de la séance consacrée à la révision du plan directeur communal, et plus précisément la densification de la zone 5, en commission Aménagement. Les débats avancent bon train et il relève particulièrement une option importante qui a été prise, celle de renoncer aux modifications de zone induisant des déclassements de terrains en faveur d'immeubles de logement accompagnés d'un certain nombre de contraintes. Il s'agit donc ici d'appliquer une densification dite « douce » dévolue à des projets de petites à moyennes dimensions. Sur proposition de l'un des membres, il s'agira d'être plus vigilant sur la planification des opérations qui comporteront plus de 10 appartements alors que ce qui était initialement proposé était de 15 ou 20 appartements.

Enfin, M. ANKLIN rapporte au sujet de la séance du GLRD lors de laquelle on a procédé à l'annuelle nomination du vice-président. C'est la personne qui tient cette fonction qui anime les débats, elle est donc cruciale au bon fonctionnement de ce groupement. M. Laurent THURNHERR, élu de Pregny-Chambésy, siège désormais à cette fonction. S'agissant du fond, l'aménagement et la mobilité douce ont été largement traités. Pour Bellevue, la préoccupation de la route de Colovrex et Vireloup est omniprésente, y compris au sein des séances consacrées à la voie verte quand bien même ce secteur n'y soit pas directement lié. Il constitue toutefois un tel nœud entre les communes de Bellevue, de Collex et du Grand-Saconnex notamment qu'il justifie un tel traitement. L'ESREC a été évoqué, sujet qui interpelle aussi les représentants des communes proches.

5. **Délibération fixant le montant minimum de la taxe professionnelle communale 2022,**

MME LA PRESIDENTE transmet la parole à M. SCHIAVO pour le compte de la commission des Finances qui précise que cette taxe rapporte environ F 1'200'000.- par année. M. LE MAIRE indique que la délibération porte sur le montant minimum mais que la loi ne laisse pas le choix

MME LA PRESIDENTE, constatant qu'il n'y a pas de demande de prise de parole, lit et soumet au vote le projet de délibération qui est adopté :

14 oui, 1 non et 1 abstention

La délibération qui vient d'être adoptée est la suivante :

Délibération relative à la fixation du montant minimum de la taxe professionnelle communale pour l'année 2022

Séance du Conseil municipal du mardi 9 novembre 2021

vu l'article 30, al. 1, lettre c, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

vu l'article 308 B, de la loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887,

vu le préavis favorable de la commission Finances et administration communale lors de sa séance du mardi 19 octobre 2021,

sur proposition du Conseil administratif,

le Conseil municipal

DECIDE

Par 14 oui, 1 non et 1 abstention

De fixer le montant minimum de la taxe professionnelle communale pour l'année 2022 à F 30.--.

6. **Délibération relative à l'approbation du budget de fonctionnement annuel 2022, aux taux des centimes additionnels, ainsi qu'à l'autorisation d'emprunter,**

MME LA PRESIDENTE transmet la parole à M. SCHIAVO pour le compte de la commission des Finances qui se contente de la céder à M. LE MAIRE pour de plus amples explications. Ce dernier rappelle que la présentation du budget en séance du Conseil municipal ainsi que son examen en commission Finances et administration se basait sur des projections de l'administration fiscale cantonale datant du mois de juin et prévoyant un déficit de F 1'220'000.-. Aujourd'hui, avec la mise à jour reçue, c'est un déficit F 1'436'000.- qui est estimé. L'année passée, c'était le même scénario avec tout d'abord un budget déficitaire de F 800'000.- puis de F 1'577'000.- à ceci près que la date prévue de la séance de commission avait permis de bénéficier d'informations fraîchement reçues. Cet élément sera pris en compte l'année prochaine pour la planification des séances. La moyenne d'écart entre les prévisions automnales et le résultat est de F 2'400'000.- sur ces 9 dernières années. Aussi, le Conseil administratif est serein, considérant cette marge de sécurité, sans exclure qu'un exercice puisse être déficitaire. Les perspectives à l'horizon 2023-2024 sont tout de même réjouissantes. Pour preuve de cet optimisme, le Conseil administratif propose de voter des amortissements complémentaires à hauteur de F 1'500'000.-. Enfin, il précise que les dépenses n'ont pas été modifiées et qu'il ne s'agit que de corrections sur les recettes, exclusivement.

MME LA PRESIDENTE ouvre la possibilité à l'assemblée de poser des questions, occasion que saisit M. CARRILLO en demandant s'il y a eu une année où les prévisions cantonales en termes de recettes n'ont pas été atteintes. M. LE MAIRE indique que la situation ne s'est pas présentée depuis 2012 et avant, le contexte n'était pas le même. La comparaison ne serait dès lors pas opportune.

M. HURNY ajoute que de récentes opérations liées à des immeubles situés au bord du lac laissent croire que la situation de ces personnes doit être confortable ce qui est favorable pour la Commune.

M. ANKLIN se dit interpellé par le fait que le Canton fait, pour lui-même, des révisions à la hausse. Dans le détail, s'il ne lui semble pas que les aspects de déménagement des personnes physiques aient été réellement pris en compte, il ne comprend pas bien le traitement des informations sur les personnes morales. En effet, l'impôt sur le bénéfice augmente alors que celui sur le capital diminue. Il ne saisit pas la logique à moins que des entreprises se départissent de leur substance.

M. LE MAIRE répond que s'il a l'occasion d'obtenir ce renseignement, il ne manquera pas d'en référer au Conseil municipal. Il réexprime son optimisme quant au fait que l'exercice ne devrait pas être déficitaire.

L'assemblée n'ayant plus de remarque, MME LA PRESIDENTE lit le projet de délibération et le soumet au vote :

16 oui, c'est l'unanimité

La délibération qui vient d'être adoptée est la suivante :

Délibération relative au budget de fonctionnement annuel 2022, au taux des centimes additionnels ainsi qu'à l'autorisation d'emprunter

Séance du Conseil municipal du mardi 9 novembre 2021

vu le budget administratif pour l'année 2022 qui comprend le budget de fonctionnement et le plan annuel des investissements,

attendu que le budget de fonctionnement présente un montant de F 14'528'133.-- aux charges et de F 13'091'787.-- aux revenus, l'excédent de charges présumé s'élevant à F 1'436'346.--,

attendu que cet excédent de charges présumé se décompose de la manière suivante : résultat opérationnel de F¹ 1'436'346.-- et résultat extraordinaire de - F² 0.--,

attendu que l'autofinancement s'élève à F³ 1'020'310.--,

attendu que le nombre de centimes additionnels nécessaires à l'exécution des tâches communales pour 2022 s'élève à 41 centimes,

attendu que le nombre de centimes additionnels à appliquer en supplément à l'impôt sur les chiens dû en 2022 par les personnes domiciliées ou séjournant plus de 3 mois dans la commune s'élève à 100 centimes,

attendu que le plan annuel des investissements présente un montant de F 15'123'789.-- aux dépenses et de F 398'194.-- aux recettes, les investissements nets présumés s'élevant à F 14'725'595.--,

attendu que les investissements nets sont autofinancés pour un montant de F 1'020'310.-- il en résulte une insuffisance de financement des investissements de F 13'705'285.--,

vu le préavis favorable de la commission Finances et administration communale lors de sa séance du mardi 19 octobre 2021,

vu les articles 30, al. 1, lettres a, b et g, 70, al. 1, lettre b et 74, al. 1 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et les articles 291 et suivants relatifs aux centimes additionnels, de la loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887,

sur proposition du Conseil Administratif,

le Conseil municipal

DECIDE

Par 16 oui, c'est l'unanimité

1. D'approuver le budget de fonctionnement 2022 pour un montant de F 14'528'133.-- aux charges et de F 13'091'787.-- aux revenus, l'excédent de charges présumé s'élevant à F 1'436'346.--. Cet excédent de charges présumé se décompose de la manière suivante : résultat opérationnel de F 1'436'346.-- et résultat extraordinaire de F 0.--,
2. De fixer le taux des centimes additionnels pour 2022 à 41 centimes,
3. De fixer le nombre des centimes additionnels à appliquer en supplément à l'impôt sur les chiens dû en 2022 à 100 centimes,
4. D'autoriser le Conseil administratif à emprunter en 2022 jusqu'à concurrence de F 13'705'285.-- pour couvrir l'insuffisance de financement présumée des investissements du patrimoine administratif,
5. D'autoriser le Conseil administratif à renouveler en 2022 les emprunts du même genre qui viendront à échéance et à procéder à toute conversion ou remboursement anticipé si les conditions d'émission lui paraissent favorables.

¹ Calcul : N4 -N48 - (N3-N38)

² Calcul : N48-N38

³ Calcul : N33+N364+N365+N366+383+N387+N35-N45-N4490+exc. de revenus ou - exc. de charges

7. **Délibération relative à l'ouverture d'une subvention d'investissement d'un montant de F 231'000.- (TTC) destinée au versement de la contribution annuelle 2022 au fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU) pour le versement de subventions d'investissement aux communes genevoises,**

MME LA PRESIDENTE transmet la parole à M. SCHIAVO pour le compte de la commission des Finances qui rappelle qu'il n'y a aucune alternative au vote de cette délibération ce que M. LE MAIRE confirme en rappelant une vaine tentative d'une commune il y a quelques années.

M. ANKLIN souligne que cet instrument de solidarité intercommunale n'est malheureusement pas apparu avant que Bellevue ait des investissements conséquents dans le quartier des Tuileries et de la Roselière mais qu'il n'est pas exclu que Bellevue puisse en bénéficier à l'avenir.

L'assemblée n'ayant plus de remarque, MME LA PRESIDENTE lit le projet de délibération et le soumet au vote :

16 oui, c'est l'unanimité

La délibération qui vient d'être adoptée est la suivante :

Délibération relative à l'ouverture d'une subvention d'investissement d'un montant de F 231'000.- (TTC) destinée au versement de la contribution annuelle 2022 au fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU) pour le versement de subventions d'investissement aux communes genevoises

Séance du Conseil municipal du mardi 9 novembre 2021

vu le plan directeur cantonal 2030 fixant un objectif en termes de construction de logements afin de répondre à la pénurie actuelle et couvrir les besoins futurs liés au développement de notre canton ;

considérant que la planification assigne à certaines communes de construire de nombreux logements, à d'autres moins ou pas du tout, l'effort pour financer l'aménagement des nouveaux quartiers de logements demandé à certaines communes est donc très important, voire dans certains cas difficilement soutenable, alors que d'autres communes ne se voient assigner aucune charge de ce type ;

vu qu'un groupe de travail, réunissant 13 communes appelées à se développer ainsi que plusieurs départements du canton se sont réunis à plusieurs reprises afin de trouver une solution visant à répartir le financement de ces aménagements ;

vu la proposition d'élaborer un mécanisme de compensation entre les communes qui construisent et celles qui ne construisent pas, ces dernières venant aider financièrement les premières à financer les équipements obligatoires et les espaces publics en lien avec l'accueil de nouveaux logements au moyen de la constitution d'un fonds ;

vu le but de partager l'effort exigé par la poussée actuelle du développement de Genève, chaque commune pouvant y contribuer selon sa situation et ses moyens ;

vu le souhait ressortant du groupe de travail de créer un fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU) ;

considérant que ce fonds (créé sous la forme d'une fondation de droit public dont sur les 7 représentants, 5 sont désignés par l'ACG parmi les Magistrats communaux, les deux autres représentants étant ceux de la Ville de Genève et du département de l'aménagement, du logement et de l'énergie) est compétent pour les attributions des financements versés aux communes ;

attendu que les attributions versées sont uniquement accordées pour des équipements communaux dont la réalisation est exigée par des prescriptions légales ainsi qu'aux espaces publics afin de focaliser cet apport sur des projets peu ou pas ouverts par d'autres mécanismes de financement ;

vu que ces attributions versées sont effectuées selon deux modalités complémentaires, chacune représentant environ une moitié du fonds : d'un côté, une attribution forfaitaire pour tout nouveau logement produit sur le territoire de la commune; de l'autre, une attribution pour les projets d'infrastructures pour les communes qui en font la demande, dans le cadre d'un développement urbain amenant de nouveaux logements ;

considérant que ce fonds est alimenté par une contribution annuelle de 2 millions de francs du canton et d'une contribution annuelle de 23 millions de francs des communes, ces dernières contributions étant réparties entre les communes en fonction de la valeur de production du centime, indice tenant compte de la fiscalité sur les personnes physiques et morales ainsi que de la population de chaque commune, mais avec une contribution annuelle maximum par commune de 7 millions ;

vu la nécessité de voter un crédit d'engagement pour le versement de cette contribution annuelle destinée à subventionner les investissements publics à charge des communes accueillant de nouveaux logements ;

vu le préavis favorable de la commissions Finances et administration lors de sa séance du mardi 19 octobre 2021 ;

vu que la loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain ainsi que ses statuts ont été approuvés par l'Assemblée générale de l'ACG en date du 18 novembre 2015 ;

vu que la loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain ainsi que ses statuts ont été approuvés par le Grand Conseil en date du 18 mars 2016 et que cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 ;

conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre e de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et à la loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU),

sur proposition du Conseil administratif,

le Conseil municipal

DECIDE

Par 16 oui, c'est l'unanimité

1. D'ouvrir au Conseil administratif un crédit de F 231'000.- pour le versement d'une contribution au fonds intercommunal de développement urbain destiné au subventionnement des infrastructures publiques communales rendues nécessaires pour l'accueil de nouveaux logements,
 2. De comptabiliser cette dépense dans le compte des investissements (rubrique 0290.5620), puis de la porter à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif (sous la rubrique 0290.1462 "subventions d'investissements versées à des communes ou à des établissements qu'elles financent en commun"),
 3. D'amortir cette dépense au moyen de 30 annuités de F 7'700.- qui figureront au budget de fonctionnement, dès 2023, sous rubrique 0290.36602,
 4. D'autoriser le Conseil administratif à emprunter jusqu'à concurrence du crédit brut mentionné au point n°1.
-

8. Délibération relative à l'approbation de crédits budgétaires supplémentaires 2021 pour des amortissements complémentaires.

La parole est tout d'abord transmise à M. TASCHINI, Maire, en charge des Finances, qui indique que les raisons sont les mêmes que l'année passée. Avec un boni important, on préfère nettement procéder à des amortissements complémentaires qui permettent ainsi de soulager les futurs budgets. Ce n'est donc pas une obligation d'amortir mais une possibilité laissée ouverte grâce à cette délibération qui doit être votée avant le 31 décembre de l'exercice. En cas de résultat minime ou négatif, on ne passera pas ces amortissements.

M. ANKLIN adhère complètement au principe mais demande, si par hypothèse tout ne pouvait pas être amorti, quelles seraient les priorités.

M. LE MAIRE indique que les objets ne sont pas déterminants, il s'agit de cumuler les chiffres de manière à obtenir un résultat le plus intéressant, d'où la variété des chiffres proposés.

M. CARRILLO souhaite comprendre quels sont les critères pour le choix des crédits ce à quoi M. LE MAIRE répond que c'est une tâche laissée à l'appréciation de la Directrice des finances de manière à optimiser la possibilité d'amortissement grâce à ce panachage des montants.

Plus personne ne souhaitant intervenir, MME LA PRESIDENTE propose de passer au vote de la délibération qu'elle lit et qui est adoptée :

16 oui, c'est l'unanimité

La délibération qui vient d'être adoptée est la suivante :

Délibération relative à l'approbation de crédits budgétaires supplémentaires 2021 pour des amortissements complémentaires

Séance du Conseil municipal du mardi 9 novembre 2021

vu les revenus fiscaux concernant les personnes physiques et morales inscrits au budget 2021 en F 8'359'121 et la nouvelle estimation fiscale reçue en juillet 2021 avec une projection de comptes de F 9'704'536 présentant un excédent de revenus fiscaux d'environ F 1'350'000.-,

vu le développement de la commune et plus particulièrement le nouveau quartier dit Champ-du-Château,

vu les investissements inscrits dans le plan 2021-2025,

vu l'augmentation des amortissements qui vont découler de ces futurs crédits d'engagement et l'impact généré pour les prochains budgets,

vu le préavis favorable de la commissions Finances et administration lors de sa séance du mardi 19 octobre 2021 ;

conformément à l'art. 30, al. 1, let. d de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,

le Conseil municipal

DECIDE

Par 16 oui, c'est l'unanimité

1. de procéder à des amortissements complémentaires sur les crédits relatifs :
 - a. aux travaux liés à la convention avec les chemins de fer fédéraux concernant la 3^{ème} voie et ses implications pour la commune pour un montant de F 283'745.42 ;
 - b. à la participation à la démolition et la reconstruction du bâtiment du stade Marc Burdet, prévues par le « Groupement Intercommunal Stade Marc Burdet », sis sur la parcelle N° 508, feuille 24 de la commune de Collex-Bossy pour un montant de F 114'371.93 ;
 - c. à l'étude et la réalisation de pavillons de buvette, douches, cabinets, abri-vélos et les aménagements extérieurs de l'esplanade du Port Gitana sur la parcelle N° 3386 de la commune de Bellevue, sise rte de Lausanne pour un montant de F 998'691.44 ;
 - d. à des aménagements urbanistiques en lien avec la création d'un trottoir à la route de Collex, tronçon chemin des Limites chemin des Grands-Bonnets, par l'Etat de Genève pour un montant de F 22'370.31 ;
2. de comptabiliser ces amortissements complémentaires sous les rubriques 383 et/ou 387 « amortissement complémentaire du patrimoine administratif ».
3. d'ouvrir à cet effet des crédits budgétaires supplémentaires 2021 pour un montant total de F 1'419'179.10
4. de couvrir ces crédits budgétaires supplémentaires par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges ou par des plus-values escomptées aux revenus.

9. Délibération relative à la vente de 5 m² de la parcelle n°3249, futur dp communal n°4205, à la famille Chincharini au chemin Aux-Folies 14, parcelle n°3475, pour un montant de F 5'000.-

MME LA PRESIDENTE transmet la parole à M. ANKLIN pour le compte de la commission Aménagement qui indique qu'il s'agit ici d'une petite rectification sur le chemin Aux-Folies à la suite de la cession du chemin des riverains à la Commune. L'empiètement doit être rectifié pour une mise en conformité. Le total du montant demandé correspond au prix pratiqué dans cette zone. M. CARRILLO pour la commission Bâtiments, travaux et sécurité puis Mme SCHOPFER SANDOZ n'ont rien à ajouter aux propos tenus par leur préopinant.

L'assemblée n'ayant plus de remarque, MME LA PRESIDENTE lit le projet de délibération et le soumet au vote :

17 oui, c'est l'unanimité

La délibération qui vient d'être adoptée est la suivante :

Délibération relative à la vente de 5 m² de la parcelle n°3249, futur dp communal n°4205, à la famille Chincharini au chemin Aux-Folies 14, parcelle n°3475, pour un montant de F 5'000.-

Séance du Conseil municipal du mardi 9 novembre 2021

vu la volonté des autorités communales de maintenir un état parcellaire exact,

vu la délibération relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2021 d'un montant de F 50'000.- (TTC) destiné aux frais liés à la donation des parcelles n°3249, chemin Aux-Folies, et n°2697, prairie, au domaine public communal, acceptée par le Conseil municipal de la commune de Bellevue lors de sa séance du 2 février 2021 et adopté par Arrêté du département de la cohésion sociale le 23 mars 2021,

vu la signature de l'acte notarié de cession le mardi 27 avril 2021 qui a été inscrit au registre foncier le lendemain sous PJ 4146,

vu le projet d'aménagement de surface du chemin Aux-Folies et le constat, après relevés par le géomètre BBS le 17 juin 2021 qu'une partie bâtie (haie, muret et toiture), de la parcelle 3475, sise chemin Aux-Folies 14, propriété de la famille Chincharini, empiète de 5 m² sur le domaine public communal n°3249,

vu l'antériorité des faits et la disproportionnalité à demander une remise en état du bâti,

vu les négociations entreprises avec la famille Chincharini et l'accord trouvé pour un dédommagement de F 5'000.-, plus les frais inhérents à cette opération, de la part de cette dernière à la commune de Bellevue,

vu la nécessité de transférer cette parcelle figurant au patrimoine administratif au patrimoine financier en raison de cette nouvelle affectation,

vu le préavis favorable de la commission Aménagement lors de sa séance du mardi 21 septembre 2021,

vu le préavis favorable de la commission Bâtiments, travaux et sécurité lors de sa séance du mardi 28 septembre 2021,

vu les articles 1 et suivants du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes (RAC - B 6 05.01), notamment 19 et 30,

conformément aux articles 30 alinéa 1 lettre k, 48, 68 et 70 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,

le Conseil municipal

DECIDE

Par 17 oui, c'est l'unanimité

1. de transférer du patrimoine administratif au patrimoine financier, en transitant par le compte des investissements, le montant de F 0.- représentant la valeur comptable de 5m² de la parcelle n°3249, futur dp communal n°4205,
2. d'accepter la désaffectation de 5m² de la parcelle n°3249, futur dp communal n°4205, de la commune de Bellevue, sise chemin Aux-Folies,
3. de demander au département compétent d'approuver la désaffectation sous chiffre 2,
4. d'autoriser le conseil administratif à vendre 5m² de la parcelle n°3249, futur dp communal n°4205, de la commune de Bellevue, sise chemin Aux-Folies, à la famille Chincharini, parcelle n°3475, sise chemin Aux-Folies 14, pour un montant de F 5'000.-,
5. que les frais inhérents à cette opération sont à la charge de la famille Chincharini, parcelle n°3475, sise chemin Aux-Folies 14,
6. de comptabiliser le gain sur la vente de F 5'000.- en revenus dans le compte de résultats, sous la rubrique 9630.44110,
7. de charger le conseil administratif de désigner deux de ses membres pour procéder à la signature des actes notariés nécessaires.

10. Résolutions, motions, questions, propositions individuelles,

MME LA PRESIDENTE demande s'il y a des demandes d'intervention à ce point de l'ordre du jour mais constate que ce n'est pas le cas.

11. Nomination de membres pour la commission ad hoc « ESREC des Chânets » et définition du mandat,

MME LA PRESIDENTE propose aux groupes politiques de prendre la parole pour proposer leurs candidats conformément à ce qui avait été convenu lors de la précédente séance du Conseil municipal.

Au nom de BDA, Mme THOREL RÜEGSEGGER propose MM. ANKLIN et DELALOYE.

Au nom du PLR, M. CARRILLO soutient les propositions de BDA et propose MM. ESCALERA et CARRILLO.

Mme GATTI pour le groupe PDC soutient les propositions énoncées et propose M. VIRET.

Mme CONTI pour l'UDC soutient les propositions faites et n'en ajoute pas.

Par acclamation de l'assemblée, les personnes susmentionnées sont désignées comme membres de la commission ad hoc « ESREC des Chanâts »

12. Nomination d'un-e membre suppléant-e de la commission consultative du groupement intercommunal de compostage de la rive droite du lac (GICORD),

MME LA PRESIDENTE rappelle que par suite de la modification des statuts du GICORD approuvée par le Conseil municipal de Bellevue à la dernière séance, qui s'est tenue le 12 octobre, il s'agit de nommer une personne suppléante. Le siège étant revenu par consensus au groupe politique Bellevue d'Avenir, il a semblé adéquat au bureau de proposer qu'il en aille de même pour la suppléance. Elle transmet la parole aux représentants des groupes politiques selon leur importance :

Au nom de BDA, Mme THOREL RÜEGSEGGER propose Mme ZOLFANELLI.

Au nom du PLR, M. CARRILLO soutient la proposition énoncée et n'avance le nom d'aucun candidat. M. VIRET pour le groupe PDC et Mme CONTI pour l'UDC en font de même.

Par acclamation de l'assemblée, la personne susmentionnée est désignée membre suppléante de la commission consultative du GICORD dès adoption des statuts par le Conseil d'Etat.

Mme SCHOPFER SANDOZ précise que pour nombre de groupements intercommunaux, les statuts ne prévoient pas un remplaçant et qu'il faut en être conscient pour éviter tout malentendu.

M. ANKLIN fait état de son expérience au GLRD où ce problème a été fréquemment rencontré. C'est la raison pour laquelle il avait été décidé que n'importe quel membre de chaque bureau peut siéger et même que plusieurs membres de ces bureaux peuvent venir en séance.

13. Proposition du Conseil administratif,

MME LA PRESIDENTE demande à M. LE MAIRE si l'Exécutif a des propositions à formuler mais ce dernier répond par la négative. Elle poursuit donc l'ordre du jour.

14. Divers

MME LA PRESIDENTE laisse la parole à qui aura un divers, occasion que Mme ZOLFANELLI saisit pour traiter deux sujets, aidée de trois photographies projetées à l'assemblée.

Elle témoigne d'un évènement qui lui est personnellement arrivé au stop du chemin des Chânat qui débouche sur la route de Valavran. En face, se trouve l'arrêt du bus direction le Grand-Saconnex. La ligne centrale y est continue. En toute logique et tournant à droite, elle a regardé à gauche avant de démarrer mais un automobiliste a pris l'initiative malheureuse de dépasser le bus. Heureusement, l'accident qui aurait été grave ne s'est pas produit, de justesse. De nombreuses voitures dépassent les bus à l'arrêt ici ou ailleurs. Elle propose de déplacer cet arrêt de bus. M. CARRILLO indique que c'est précisément le sujet que M. PAIS avait soulevé s'agissant du passage piéton.

Mme SCHOPFER SANDOZ indique que le service technique est sur l'affaire du passage piéton mais que la question du dépassement du bus est tout simplement une violation de la réglementation de la circulation routière.

Enfin, Mme ZOLFANELLI indique que le panneau situé non loin de l'esplanade Gitana, le long de la piste cyclable, pour avertir les cyclistes du danger que constituent vitesse et déboulement inopiné de piétons cachés par les palissades et les bâtiments semble tourné du mauvais côté. L'assemblée appuie cet avis et le Conseil administratif prend note de cette remarque. Mme ZOLFANELLI estime en outre qu'il faudrait un panneau supplémentaire en amont de la piste cyclable.

15. **Naturalisations ordinaires, huis clos,**

Aucun dossier traité.

Mme LA PRESIDENTE lève la séance à 21h29.
Ami 12.11.21

Laurence CHONG BITZ
Présidente

Aurélien MATTI
Secrétaire

Sonia GATTI
Vice-présidente